



Fukushima

Cinq ans déjà et toujours pas d'arrêt du nucléaire !

Les Etats font tout pour obliger les populations à habiter dans des zones contaminées

Il y a cinq ans un tremblement de terre et un tsunami déclenchaient la plus grave catastrophe nucléaire de l'histoire, qui est d'ailleurs **toujours en cours**, malgré le silence assourdissant des grands médias. L'attitude rassurante (ou parfois carrément négationniste) des dirigeants français « responsables » du nucléaire sur le sujet a une logique précise: il s'agit, tout en continuant à tenter de faire passer le nucléaire pour une industrie comme les autres, d'habituer les populations à l'idée de la possibilité d'un désastre chez nous, qui serait gérable et permettrait de continuer une vie normale dans une zone contaminée.

Car vivre avec la contamination radioactive, c'est bien ce que les gestionnaires du désastre tentent d'imposer aux populations des zones touchées par la catastrophe au Japon, comme, vingt-cinq ans plus tôt, par celles de Tchernobyl en Belarus. Et cela avec la collaboration active de « responsables » nucléaires français. « *Les acteurs impliqués dans la gestion du désastre japonais, déclarait ainsi Mme Brice-Asanuma dans Le Journal du CNRS (lejournal.cnrs.fr), sont en partie les mêmes que ceux qui ont géré la crise nucléaire de Tchernobyl. C'est le cas notamment de Jacques Lochard, directeur du CEPN (Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire), ainsi que du docteur Yamashita Shunichi, membre de la commission d'enquête sanitaire, l'un des premiers à avoir prôné le relèvement de la norme de sécurité à 100 mSv/an, ou encore du professeur Niwa de l'université médicale de Fukushima.* »

Le nucléaire, c'est un gouffre financier

La multiplication des problèmes techniques insurmontables dans la construction des nouvelles centrales EPR de Flamanville et d'Olkiluoto en Finlande – problèmes qui risquent fort de se répéter si le projet de deux autres EPR à Hinkley Point en Angleterre devait se concrétiser – ont transformé ces projets pharaoniques voulus par EDF en gouffre financier – un gouffre qui devra un jour ou l'autre être comblé par l'Etat, donc par le contribuable français. Cela montre bien la logique délirante y compris sur le plan économique qui préside aux investissements d'EDF et, plus généralement, au choix du tout-nucléaire. Tous les pays où les producteurs d'énergie sont tenus d'équilibrer leurs comptes ont depuis longtemps arrêté cette gabegie. Mais en France, au Japon et en Chine, l'Etat continue à renflouer.

La catastrophe de Fukushima a marqué la fin du mythe de l'énergie nucléaire bon marché. Au Japon, parce qu'elle a imposé l'arrêt de toutes les centrales et un recours d'urgence aux énergies fossiles importées ; en France, parce qu'elle a imposé de nouvelles normes de sécurité qui font exploser les coûts de production de l'électricité nucléaire, déjà largement sous-estimés : on sait d'ores et déjà que celle que devraient produire les EPR (s'ils sont achevés...) sera bien plus chère que celle des énergies renouvelables.

Le nucléaire, c'est ingérable

Le projet Cigeo d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure vise lui aussi à montrer en France et dans le monde qu'on peut « gérer » les déchets et les stocker de façon sûre. Or, ce projet que l'on impose au mépris des procédures dites démocratiques et en faisant fi des multiples problèmes techniques déjà avérés, devrait être mis en place et géré pendant des siècles par des entreprises comme EDF et Areva, dont on ne sait pas si elles existeront encore à la fin de la décennie...

Mais le plus grave, c'est qu'une autre catastrophe est prévisible si ces programmes de redémarrage des réacteurs au Japon et de prolongement de leur durée de vie en France sont maintenus. Seule une mobilisation massive de la population peut arrêter les criminels qui nous engagent dans de tels choix.

L'arrêt immédiat du nucléaire est le seul moyen d'éviter la catastrophe qui nous guette !

Collectif contre l'ordre atomique - contre-lordre-atomique@riseup.net